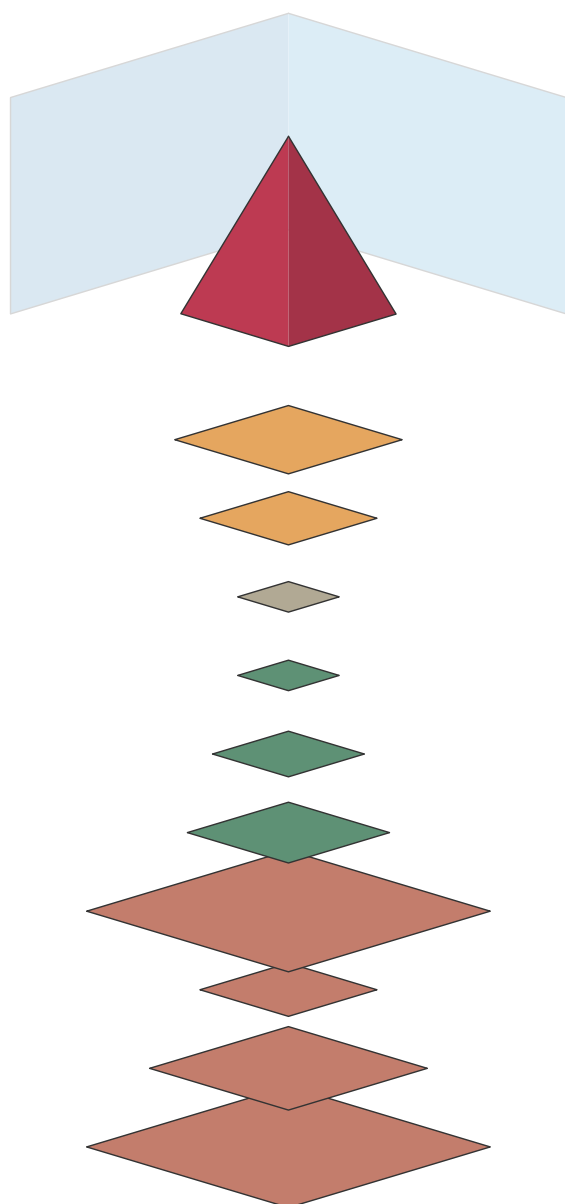




MAURICE



4,51

SCORE DE CRIMINALITÉ

119^e sur 193 pays

37^e sur 54 pays africains

6^e sur 13 pays d'Afrique australe



MARCHÉS CRIMINELS

4,40

TRAITE DES PERSONNES 4,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 3,50

TRAFIC D'ARMES 2,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 2,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 3,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES 4,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 8,00

COMMERCE DE COCAÏNE 3,50

COMMERCE DE CANNABIS 5,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 8,00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4,63

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 2,00

RÉSEAUX CRIMINELS 6,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 6,00

ACTEURS ÉTRANGERS 4,50



5,67

SCORE DE RÉSILIENCE

47^e sur 193 pays

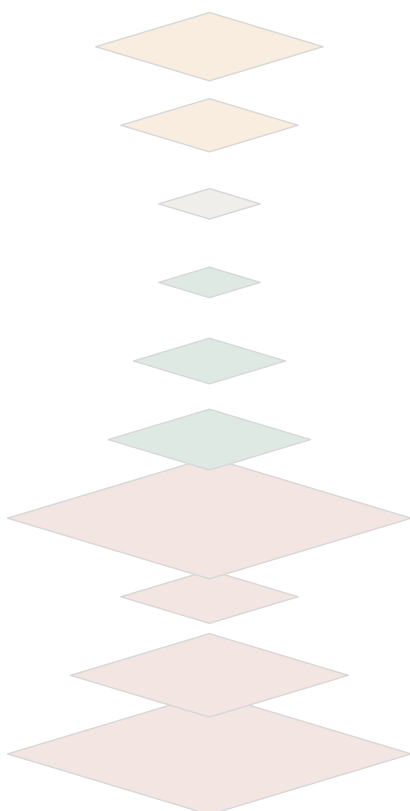
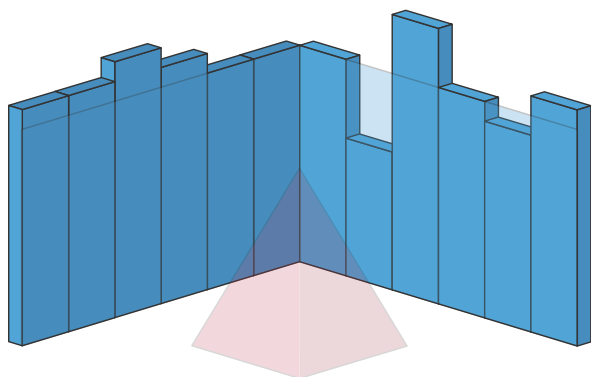
3^e sur 54 pays africains

2^e sur 13 pays d'Afrique australe





MAURICE



5,67

SCORE DE RÉSILIENCE

47^e sur 193 pays

3^e sur 54 pays africains

2^e sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	6,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	6,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5,50
FORCES DE L'ORDRE	5,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	7,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	5,50
PRÉVENTION	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	6,00



4,51

SCORE DE CRIMINALITÉ

119^e sur 193 pays

37^e sur 54 pays africains

6^e sur 13 pays d'Afrique australe



MARCHÉS CRIMINELS 4,40



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 4,63



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Maurice est avant tout un point de transit pour les victimes de la traite des personnes originaires d'Afrique de l'Est et de Madagascar. Bien que hautement organisé, le marché n'est pas conséquent à Maurice. On estime à un millier le nombre de personnes apparentées à des esclaves modernes dans le pays, sans compter les nombreuses autres personnes exploitées dans l'industrie textile et les accords de courtage de main-d'œuvre impliquant des migrants d'Inde et du Bangladesh dont il existe des preuves. La criminalisation des victimes reste courante et l'exploitation est généralisée. Maurice a réussi à empêcher que des femmes de Madagascar ne soient amenées en toute illégalité dans le pays pour y être exploitées en tant que travailleuses du sexe.

Bien qu'il y ait relativement peu de cas de trafic d'êtres humains en raison des difficultés d'accès à l'île, le trafic de travailleurs domestiques originaires de Madagascar vers la péninsule arabique via Maurice est un moyen de contourner l'interdiction des travailleurs domestiques dans certains États arabes.

COMMERCE

En 2012, un réseau international de trafic d'armes a été découvert à Maurice, mais depuis lors, la législation nationale sur les armes à feu a été renforcée et le flux d'armes entrant et sortant du pays est considéré comme minime. Les barons de la drogue et les entreprises de sécurité privées utiliseraient des armes à feu pour se protéger, mais les fusillades et crimes armés restent rares.

ENVIRONNEMENT

Il existe un marché très limité pour le trafic d'espèces végétales à Maurice, bien qu'il ait été fait état d'une exploitation forestière illégale pour le bois de chauffage. L'importation d'espèces végétales est strictement contrôlée afin d'éviter l'introduction de parasites indésirables et de protéger la canne à sucre du pays. Maurice possède un petit marché illégal des animaux sauvages centré sur le trafic de différentes espèces d'oiseaux et de tortues. Le pays serait un point de transit pour le trafic d'une vaste mégafaune en provenance d'Afrique australe. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée est un problème, car Maurice dépend de ce secteur pour sa consommation locale ainsi que pour l'exportation. Les délits liés aux ressources non renouvelables sont relativement peu nombreux à Maurice, et la plupart se limitent au trafic de pierres précieuses. Le pays

joue cependant un rôle essentiel en tant que paradis fiscal et en facilitant le blanchiment d'argent pour les entreprises impliquées dans la contrebande de minerais. Un exemple en est Mbada, une entreprise au centre du pillage des diamants de Marange au Zimbabwe.

DROGUES

Les marchés des stupéfiants sont de loin la plus grande économie criminelle de Maurice. Ils sont largement protégés par l'élite politique du pays et sont à l'origine d'une corruption généralisée dans les institutions de l'État. Maurice est un pays de destination pour l'héroïne, avec un taux de consommation de drogue parmi les plus élevés de la région. Si les flux d'héroïne en provenance d'Afghanistan continuent de se déplacer le long des côtes de l'est et du sud de l'Afrique, les marchés intérieurs de l'héroïne se sont profondément implantés à Maurice, ainsi que dans d'autres États insulaires de l'océan Indien occidental. La consommation de drogues de synthèse, principalement de cannabinoïdes de synthèse, dits « chimiques », est également élevée et en hausse, du fait de leur prix abordable et de leur facilité d'accès. Ces drogues sont introduites à Maurice principalement pour y être commercialisées sur le marché local plutôt qu'en vue d'un transit ultérieur, et presque tous les cannabinoïdes de synthèse vendus sur le marché mauricien proviennent de Chine. Ce sont principalement les étudiants et les jeunes en général, ainsi que les populations défavorisées, qui en consomment.

Le commerce de cannabis à Maurice est modéré et stable. Le cannabis est la drogue la plus répandue dans le pays, mais sa consommation est illégale et sévèrement punie. Bien que Maurice ne soit pas un grand producteur mondial de cannabis, la plupart des saisies effectuées à ce jour concernent des produits cultivés localement — et des rapports récents suggèrent que Maurice tend à devenir davantage un marché de destination. Les mesures prises pour faire appliquer la loi sur la culture du cannabis ont entraîné une augmentation sensible du prix du cannabis au cours des cinq dernières années, contribuant à faire évoluer la consommation vers les drogues de synthèse dans le pays. Le marché de la cocaïne n'est pas conséquent à Maurice. La drogue est introduite dans le pays depuis l'Afrique de l'Ouest, puis sur les marchés d'Asie de l'Est et du Moyen-Orient, en grande partie par voie maritime. La consommation locale se limite principalement aux expatriés, à l'élite sociale et aux personnes qui ont étudié en Europe.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Des acteurs criminels intégrés à l'État sont actifs à Maurice. Une commission d'enquête a révélé des liens entre des agents de l'État — y compris des hommes politiques et des forces de l'ordre — et les trafiquants de drogue. La ministre de l'Égalité des genres et le vice-président ont démissionné en 2018 à la suite d'allégations d'implication dans le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent. Les acteurs étatiques de rang intermédiaire à inférieur sont impliqués dans tous les marchés criminels, tout comme les hauts fonctionnaires corrompus.

Les réseaux criminels opérant dans le pays sont principalement composés de ressortissants mauriciens, qui travaillent avec des fournisseurs basés principalement en Afrique du Sud, en Afrique de l'Est et à Madagascar. Ces réseaux ne sont généralement pas violents, mais les niveaux de corruption dans l'application des lois restent élevés. L'émergence

des drogues de synthèse à Maurice en 2015 a entraîné une augmentation spectaculaire du nombre de réseaux de trafic de stupéfiants opérant dans le pays. Comme les produits de synthèse peuvent être commandés en ligne, ces nouveaux réseaux dépendent moins des fournisseurs étrangers et ont une structure moins hiérarchisée que celle qui prévaut dans le commerce d'héroïne.

Des études montrent que des acteurs criminels étrangers sont actifs à Maurice, en particulier dans le trafic de stupéfiants. Des membres d'une communauté d'étudiants nigériens ont été arrêtés ces dernières années avec de grandes quantités d'héroïne. Des travailleurs bangladais et indiens ont également été arrêtés pour trafic de drogue, mais la traite des personnes semble être principalement le fait d'acteurs locaux. Des gangs s'apparentant à des groupes de type mafieux en raison de leur niveau de pouvoir, d'organisation et de sophistication sont présents à Maurice, mais en très petit nombre, bien qu'ils aient le potentiel de devenir des acteurs plus influents à l'avenir.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Maurice serait le seul pays d'Afrique à satisfaire aux exigences d'une démocratie à part entière. Cependant, la crédibilité du gouvernement a été minée par les récents scandales financiers, de corruption et de collusion, qui ont abouti à la démission du président en 2018. L'implication de l'État dans le trafic de drogue est difficile à évaluer, mais l'argent de la drogue se serait infiltré dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales. L'enrichissement de l'élite politique et le népotisme sont deux problèmes qui requièrent une attention particulière, et l'intégrité de certains responsables gouvernementaux a été mise en doute à la suite de scandales de détournement de fonds. Le Premier ministre entretient des liens étroits avec un magnat du jeu qui aurait financé sa campagne lors des dernières élections. De tels liens et scandales très médiatisés démontrent une certaine captation de l'État par des intérêts criminels. Malgré ces problèmes, Maurice est considérée comme un État très stable et un exemple pour l'Afrique.

Maurice a signé un certain nombre de traités internationaux sur le crime organisé et est partie à la Convention de Palerme, au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à la Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime. Le pays a signé un traité d'extradition avec les États-Unis et ratifié le protocole de la SADC sur l'extradition ainsi que d'autres pactes internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Maurice a conclu des accords bilatéraux et

multilatéraux avec d'autres pays et entretient des relations étroites avec Madagascar et les pays voisins d'Asie du Sud, en particulier l'Inde, avec qui elle partage une formation et des renseignements militaires. Bien que sa législation soit généralement solide, Maurice a été placée en 2020 sur la liste noire des pays à haut risque de l'Union européenne en raison de son cadre législatif concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ses lois contre la traite des personnes et la protection de l'enfance fonctionnent bien en tandem, mais le système présente néanmoins encore des faiblesses, notamment en termes de restrictions à la liberté de mouvement des victimes et de temps nécessaire pour mener à bien une action civile. Bien que des stratégies aient été mises en place pour lutter contre le trafic de stupéfiants, il n'existe pas de stratégie nationale claire contre le crime organisé à Maurice.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La justice mauricienne est considérée comme indépendante. Bien qu'il n'existe pas de départements spécialisés dans la lutte contre le crime organisé au sein du système judiciaire, les autorités ont bouclé avec succès un certain nombre d'affaires, notamment en matière de trafic de stupéfiants et de traite des personnes. Les conditions carcérales peuvent parfois être mauvaises — et selon les dernières données disponibles, près de la moitié de la population carcérale du pays est en détention provisoire ou en garde à vue.

Il existe un certain nombre d'unités spécialisées au sein de la police mauricienne, comme le Central Criminal Investigation Department (CCID) et une unité de lutte contre le trafic de stupéfiants. Les forces de police nationales sont généralement considérées comme bien formées et raisonnablement efficaces, et bénéficient de l'appui des gouvernements étrangers. Le CCID est considéré comme une unité dite politique qui réagit rapidement si des allégations sont portées contre le Premier ministre. Si le sentiment général est que la lutte contre la drogue à Maurice n'est dans une large mesure que de la poudre aux yeux, on l'attribue principalement à la corruption et à l'incompétence généralisées des organes chargés de faire respecter la loi plutôt qu'à une collusion politique directe dans le commerce de la drogue.

Compte tenu des contrôles insuffisants effectués dans les aéroports mauriciens, il est relativement facile d'introduire des drogues dans le pays par voie aérienne. Avec ses multiples îles et son manque de sécurité maritime, l'île Maurice peine à assurer la surveillance de ses frontières, tandis que le manque de ressources et de formation favorise la corruption parmi les gardes-côtes nationaux. Toutefois, comme le pays est entouré par la mer et ne compte que peu de ports, il est difficile pour les réseaux criminels d'y faire entrer clandestinement des produits de contrebande par voie maritime. On dénombre malgré tout quelques incidents liés à la contrebande dans les ports mauriciens, qui auraient impliqué un certain degré de protection de la part de l'État.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Maurice a sensiblement amélioré ses lois pour lutter contre le blanchiment d'argent afin d'empêcher que les secteurs commerciaux et financiers du pays ne soient mis à mal. Être placé sur la liste noire de l'UE en 2020 pourrait cependant avoir des conséquences extrêmement négatives sur l'économie du pays. Parmi les risques qui ont motivé cette décision figurent l'absence de contrôles visant à atténuer les risques dans le monde de l'entreprise en général, l'incapacité à démontrer que les services en charge de l'application de la loi sont en mesure de mener des enquêtes sur le blanchiment d'argent et l'opacité qui entoure la propriété effective.

À l'inverse, l'économie mauricienne est l'une des plus fortes et des plus libres d'Afrique, et en 2020, la Banque mondiale a classé Maurice parmi les pays à haut revenu. Les réformes récentes visant à faciliter l'entrepreneuriat ont été couronnées de succès et ont stimulé une économie déjà solide. En conséquence, l'incitation à s'engager dans des activités criminelles est plus faible que dans d'autres régions d'Afrique.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Maurice dispose d'un cadre assez solide pour soutenir les victimes du crime organisé, en particulier de la traite des personnes. Cependant, les victimes du trafic de stupéfiants sont encore souvent traitées comme des criminels plutôt que comme des victimes, et des améliorations doivent être apportées pour leur fournir des soins adéquats. Le traitement des toxicomanes est financé par le gouvernement, avec l'appui d'organisations à but non lucratif. Il n'existe pas de programme officiel de protection des témoins à Maurice et des mesures positives ont été prises pour contrer la plupart des marchés criminels. Toutefois, les ressources et les capacités de mise en œuvre sont limitées. Les arrestations de trafiquants d'êtres humains ont augmenté, parallèlement aux arrestations pour trafic de stupéfiants, qui connaissent une hausse sensible depuis 2018. Diverses stratégies de prévention sont en place au sein des forces de l'ordre, y compris une police communautaire — et chaque année, Maurice participe à Cutlass Express, une opération multinationale parrainée par l'US Africa Command qui vise à faciliter la coopération et les activités de collaboration dans le but de prévenir la criminalité maritime dans la région.

Les organisations issues de la société civile sont puissantes à Maurice et bénéficient du soutien du gouvernement. Elles sont très présentes dans les sphères sociales, économiques et culturelles et bénéficient de financements de l'UE. Cependant, le gouvernement a été accusé de porter atteinte à la liberté des médias en interdisant à certains journalistes de participer à des conférences de presse, en ne délivrant de licences qu'à des entreprises médiatiques favorables au gouvernement et en utilisant sa chaîne de télévision publique pour tuer dans l'œuf les protestations. Dans l'ensemble, l'environnement médiatique est relativement équitable, mais des journalistes ont été emprisonnés et les articles sur la corruption dans le secteur du tourisme sont presque entièrement censurés.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.